



HAL
open science

Le choix du nucléaire engage des générations qui ne sont pas encore nées

Benoît Pelopidas

► **To cite this version:**

Benoît Pelopidas. Le choix du nucléaire engage des générations qui ne sont pas encore nées. 2018. hal-03621689

HAL Id: hal-03621689

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03621689>

Submitted on 28 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives | 4.0 International License

“Le choix du nucléaire engage des générations qui ne sont pas encore nées”

Benoît Pelopidas, Sciences Po, Centre de recherches internationales (CERI), CNRS, Paris, France

19/11/2018

En ligne : <https://www.sciencespo.fr/fr/actualites/le-choix-du-nucleaire-engage-des-generations-qui-ne-sont-pas-encore-nees>

Conflits et tensions dans le monde, arsenaux en voie de modernisation, nouveaux traités de régulation... Les armes nucléaires sont aujourd’hui plus que jamais un sujet de préoccupation. Mais se pose-t-on les bonnes questions ? Fondateur du programme d’étude des savoirs nucléaires, *Nuclear Knowledges*, au Centre des relations internationales de Sciences Po (CERI), le chercheur Benoît Pelopidas rend possible une prise en compte des enjeux éthiques et démocratiques du nucléaire. Ou comment la recherche peut-elle oeuvrer à une meilleure information des citoyens.

Vous avez créé en 2017 Nuclear Knowledges, un programme de recherche universitaire sur le phénomène nucléaire. Dans quels buts ?

Même si, entre 1986 et aujourd’hui, la taille globale de l’arsenal nucléaire a diminué de plus de deux tiers, il reste à ce jour 14 000 systèmes d’armes nucléaires dans le monde. Et la plupart de ces systèmes d’armes a une capacité destructrice supérieure à celle de la bombe qui a détruit Hiroshima. Comme il est extrêmement difficile de concevoir une telle capacité de destruction et intolérable qu’une explosion nucléaire advienne, cela produit un désir de croire au contrôle sur ces arsenaux... Mais se pose-t-on les bonnes questions ? Très peu de personnes, notamment en France, font des recherches à ce sujet. Et, quand c’est le cas, celles-ci sont souvent réduites à des questions techniques ou limitées aux aspects stratégiques : quels seraient les effets d’une explosion, comment gérer une crise, comment empêcher la prolifération ou dissuader un adversaire ? Or, l’étude du nucléaire, ce n’est pas que cela : il y a aussi des enjeux démocratiques ou encore des questions d’éthique intergénérationnelle et se pencher sur ces enjeux permet de repenser les questions stratégiques. La modernisation des arsenaux nucléaires engage les communautés politiques sur plusieurs décennies, ce qui veut dire qu’on engage des générations qui ne sont pas en mesure de voter parce qu’elles ne sont pas nées... Comment est-ce qu’on pense ce lien entre nucléaire et démocratie ?

Quels sont les objectifs de Nuclear Knowledges ?

Le but du programme est de montrer que le phénomène nucléaire doit et peut être saisi par une recherche indépendante, afin qu’élus et citoyens puissent prendre leurs décisions à la lumière d’une information objective et sans être indûment influencés par des intérêts constitués. En d’autres termes, nous nous efforçons de documenter le passé et d’éclairer les paris nucléaires sur l’avenir ; je veux dire par là que nous explicitons les leçons du passé et les paris éthiques et politiques sur lesquels ils s’appuient. Sur ces sujets, il y a un réel besoin d’indépendance et de transparence. C’est aussi la raison pour laquelle le programme s’appuie sur un conseil scientifique international reconnu pour sa contribution à la connaissance et qu’il évite tout financement provenant de ministères concernés par la défense et l’énergie nucléaire, d’entreprises privées de l’armement, ou d’associations militantes anti-nucléaires. L’objectif est de poser les questions importantes qui restent à éclaircir (les liens entre démocratie et armes nucléaires, la délimitation des choix nucléaires possibles), de proposer des outils conceptuels pour s’en saisir et de mettre au jour des sources primaires permettant de les éclairer.

Vous vous concentrez tout particulièrement sur la “construction des savoirs”. Pourquoi ?

L'étude des constructions des savoirs est particulièrement intéressante dans le cas du nucléaire car de nombreux facteurs qui contribuent à déterminer une politique nucléaire ne sont pas purement matériels, militaires ou géostratégiques. Le rôle des savoirs et des constructions intellectuelles apparaît plus clairement dès que l'on prend au sérieux deux aspects : l'absence d'expérience de la guerre nucléaire et son caractère intolérable. Dans un tel contexte, on a tendance à penser que la capacité de destruction des armes, leur matérialité, structure les choix possibles. Or, ce sont les catégories utilisées pour saisir le problème, mais aussi les leçons supposées de certains épisodes passés et les imaginaires du futur qui structurent le champ des possibles. Je viens de vous énoncer trois de nos axes de recherche prioritaires. Observons aussi que la combinaison entre absence d'expérience de la guerre nucléaire et son intolérabilité crée également un désir de croire au contrôle exercé sur le phénomène. C'est ce que j'appelle la tentation de la confiance excessive, qui doit également être étudiée. Aujourd'hui, par exemple, c'est étonnant de voir à quel point on évite le sujet de la possibilité d'une explosion nucléaire accidentelle. L'objet du programme *Nuclear Knowledges*, c'est vraiment de comprendre comment les choses se décident et de donner ce que j'appellerais une “capacité constituante” aux citoyens, à savoir leur permettre d'imaginer les futurs possibles.

En quoi ces “constructions des savoirs” ont-elles une influence sur les politiques nucléaires ? Des exemples ?

Prenons l'exemple de l'arsenal américain dans les années 1960-1970 : le sentiment d'un retard par rapport à l'URSS a poussé les Américains à aller dans le sens d'une politique d'augmentation de l'arsenal. Alors, qu'en réalité, les États-Unis étaient très en avance ! Ce sont des logiques de rivalités inter-services qui ont poussé à fournir des évaluations erronées sur la taille de l'arsenal russe... Il y aurait dû avoir un ajustement à la baisse mais qui n'a pas eu lieu à cause d'un savoir inexact. Autre cas, [l'histoire du nucléaire est souvent présentée comme l'histoire de la prolifération](#) et des efforts de la diplomatie pour tenter de la contrôler. Or, cette vision est non seulement très réductrice, mais aussi historiquement fautive. Le nucléaire n'est pas qu'une question d'enjeux diplomatiques et de quantité d'armes en circulation ; il y a aussi des enjeux éthiques et démocratiques comme je l'ai déjà souligné. Sans compter que cibler uniquement la question de la prolifération permet opportunément de segmenter les mémoires du nucléaire “militaire” et du nucléaire “civil” de l'énergie et d'éviter de poser des questions sur l'articulation entre les deux domaines.

Est-ce qu'il y a une spécificité de la recherche sur le nucléaire ?

Oui, j'en distingue au moins trois. En premier lieu, le fait que, par rapport à d'autres technologies militaires, nous n'avons pas d'expérience de la guerre nucléaire, comme je l'ai dit. Toutes nos connaissances sont fondées sur la spéculation, la modélisation et la simulation. Deuxième point important, notre “mémoire” du nucléaire repose sur un nombre de crises limitées, dont notamment celle de Cuba, qui est souvent présentée comme la crise la plus grave de l'âge nucléaire. Enfin, troisième spécificité, les données sur l'armement nucléaire sont difficiles d'accès, notamment en France avec la loi de 2008. Cela complique le travail de la recherche, mais la bonne nouvelle que porte ce programme est triple : rigueur méthodologique et innovation conceptuelle permettent de contourner les obstacles strictement français ; ce travail, longtemps présenté comme impossible ou pas nécessaire, a d'ores et déjà fait des découvertes et peut désormais se prévaloir d'une reconnaissance internationale ; enfin, et par conséquent, élus, citoyens et étudiants peuvent maintenant voir les premiers fruits d'une recherche indépendante sur le sujet et, s'ils le souhaitent, y participer sans avoir à compromettre les standards d'intégrité scientifique qui s'appliquent à d'autres domaines.